Déclaration de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères et du développement international, sur la crise humanitaire en Syrie, à Londres le 4 février 2016.

2016-02-04

Monsieur le Premier Ministre,

Mesdames et Messieurs les Chefs d'État et de gouvernement,

Monsieur le Secrétaire général des Nations unies,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Je remercie, au nom de la France, le Premier ministre du Royaume-Uni pour son accueil. Je remercie également les gouvernements du Koweït, de l'Allemagne, de la Norvège ainsi que le secrétaire général des Nations unies pour cette initiative.

1/ La communauté internationale est réunie pour faire face à cette tragédie humanitaire. La France, comme vous tous, y prend sa part et j'annonce à cette tribune que la France y consacrera plus d'un milliards d'euros pour la période 2016-2018.

Après les 100 millions d'euros supplémentaires mobilisés fin 2015 pour soutenir l'action des agences humanitaires, 200 millions d'euros pour la période 2016-2018 seront mobilisés au profit de la jeunesse et de l'éducation, principalement au Liban, en centrant nos efforts sur l'éducation, ainsi qu'en appui à l'assistance transfrontalière.

S'agissant de la Jordanie, l'Agence française de développement est prête à mobiliser 900 millions d'euros de prêts, dont 600 millions en prêts souverains. L'État y ajoutera 50 millions d'euros de prêts à des conditions très concessionnelles. Nous soutenons aussi l'assouplissement des règles d'origine européennes et les initiatives de financement portées par les banques multilatérales telles que la Banque mondiale et la BERD.

Concernant la Turquie, il s'agit maintenant de mettre en oeuvre les engagements pris par l'Union européenne.

Monsieur le Premier Ministre,

2/ Nous voilà réunis plein de bonne volonté pour répondre à la crise humanitaire, mais ne nous voilons pas la face : si nous ne traitons pas les racines de la crise politique de cette crise, nous serons à nouveau réunis pour financer l'accueil de plus de réfugiés syriens l'année prochaine et les années suivantes.

M. Staffan de Mistura, s'est efforcé sans succès d'ouvrir des négociations entre le régime et l'opposition. L'offensive brutale, lancée par le régime avec le soutien des frappes russes pour placer Alep et son million d'habitants sous la menace d'un siège atroce, torpille ces efforts. Avec ses alliés extérieurs, le régime viole toutes les obligations humanitaires et les résolutions du conseil de sécurité, affame près de 200.000 personnes, cible délibérément les infrastructures civiles, détient au secret des dizaines de milliers de prisonniers, et refuse l'accès humanitaire aux agences des Nations unies. On ne peut pas, c'est du bon sens, prétendre travailler à l'émergence d'une solution syrienne à la crise, tout en bombardant les Syriens. C'est le constat qu'a tiré Staffan de Mistura en annonçant la suspension des discussions et nous demandons que le conseil de sécurité et la Cour pénale internationale établissent la responsabilité de ces crimes.

Notre solution est celle-ci : la reprise des discussions doit être accompagnée du respect du droit humanitaire international et de la résolution 2254 qui prévoit la levée de tous les sièges en Syrie, sans exception, un accès humanitaire sans restrictions et l'arrêt de toutes les attaques contre les civils, à commencer par les bombardements indiscriminés. Ce n'est pas une concession à négocier; c'est une obligation.

Monsieur le Premier Ministre, Mesdames et Messieurs,

Nous avons besoin d'une transition effective en Syrie. Pour le peuple syrien, pour le Moyen-Orient, mais aussi pour l'Europe, bouleversée par la crise des réfugiés et par la menace sécuritaire née en Syrie. La France continuera d'aider à l'émergence de cette solution politique. Nous attendons de nos partenaires un semblable engagement. Merci.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 11 février 2016

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/197864-declaration-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etrangeres-et-du